



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES  
CEA PARIS-SACLAY  
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

M. Sébastien CABESSUT

DRF/JACOB/CSSE

Téléphone : 01. 60.87.11.54

[sebastien.cabessut@cea.fr](mailto:sebastien.cabessut@cea.fr)

Affaire suivie commercialement par :

Mme Laurence de LA ROULIERE

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.37.24

[laurence.delarouliere@cea.fr](mailto:laurence.delarouliere@cea.fr)

**MAINTENANCE DU SYSTEME DE PROTECTION  
DU SITE CEA D'EVRY**

Référence projet de marché n°B25-02685

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par **Monsieur / Madame** ....., en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....

**Ou si groupement**

- La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....

- La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS .....

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)  
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |  
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET .....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....	5
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	6
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE .....	6
ARTICLE 7 - PHASES DE REVERSIBILITE (OPTIONS N°2 ET N°3) .....	7
ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....	8
ARTICLE 9 - QUALITE .....	9
ARTICLE 10 - REMISE DE LIVRABLES .....	10
ARTICLE 11 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE .....	10
ARTICLE 12 - INTERLOCUTEURS .....	11
ARTICLE 13 - REUNIONS .....	12
ARTICLE 14 - RECEPTIONS .....	12
ARTICLE 15 - GARANTIE .....	13
ARTICLE 16 - MONTANT.....	14
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION .....	15
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE PAIEMENT .....	17
ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE .....	17
ARTICLE 20 - PENALITES.....	17
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE .....	20
ANNEXE 3 MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU) .....	25
ANNEXE 4 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	26

## **ARTICLE 1 - OBJET**

### **1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de la maintenance du système de protection du site CEA d'Evry (91) (détection intrusion, contrôle d'accès, supervision et alarmes techniques, portes, portails et barrières automatiques) ci-après dénommé l'Équipement.

**1.2** Les prestations nécessitent que le Titulaire dispose notamment des habilitations techniques figurant dans les Spécifications Techniques (habilitations électriques, ATEX, CEFRI-E, etc.) et les maintienne en vigueur pendant toute la durée du marché. Cette obligation constitue une condition requise au sens de l'article 39.4 des CGA.

### **1.3 Unité bénéficiaire**

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF), Institut de Biologie François Jacob, Cellule de Soutien du Site d'Evry (CSSE).

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

**2.1** Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B25-02685, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
  - les Spécifications Techniques constituées du Cahier des Spécifications Techniques Particulières (CSTP) référencé DRF/JACOB/CSSE25-037 de juillet 2025, ,
  - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Fontenay-aux-Roses,
  - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
  - le Cahier des Spécifications Techniques Générales (CSTG) relatif aux prestations et/ou travaux à réaliser, en dehors des INB, sur le Centre du CEA/FAR (référéncé STLI.CSTP.12/001 du 14/06/2012),
  - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes »,

- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée .....  
..... (à compléter par le soumissionnaire)

**2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont opposables quelle qu'en soit la forme.

### **ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION**

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative :

#### **3.1 Prestations forfaitaires**

Au titre des prestations forfaitaires ; le Titulaire a principalement en charge :

- la fourniture du logiciel de gestion des accès par badge COSMOS (poste 1),
- une maintenance préventive et corrective du logiciel COSMOS et de ses équipements (poste 4),
- la maintenance préventive des portes, barrières et portails automatiques (poste 5),
- un service d'hotline du lundi au vendredi de 7h à 20h pour le logiciel COSMOS et ses équipements (poste 3)
- la gestion d'un stock de pièces détachées (poste 2).

Les prestations forfaitaires comprennent une tranche ferme et une option de prolongation définie à l'article «délais d'exécution-durée » ainsi que des options de réversibilité définies à l'article «phases de réversibilité ».

#### **3.2 Prestations estimatives (hors forfait)**

Les prestations estimatives se déclinent de la manière suivante:

##### **3.2.1 Prestations sur bordereau de prix**

Ces prestations portent sur le réapprovisionnement du stock de pièces détachées dont les prix unitaires sont définis dans l'annexe 2.

Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par ordre de service (OS) dont le modèle figure en annexe 3.

A titre exceptionnel, les Parties peuvent convenir de la création de nouveaux BPU au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des BPU sont de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans le marché initial et/ou s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations,

- le chiffrage des BPU complémentaires est établi sur la base des montants en vigueur et définis contractuellement ou du montant d'une prestation sur devis préalable générée dans le cadre de l'exécution du marché (FDMDP) et ayant un objet similaire,
- le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouveaux BPU sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

### 3.2.2 Prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables portent sur :

- o la maintenance corrective des portes; barrières et portails automatiques et la fourniture des pièces
- o la fourniture de pièces de rechange non comprises dans le stock, pour le logiciel COSMOS et ses équipements

Le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 3 (trois) jours ouvrés, faisant apparaître :

- le descriptif des prestations à réaliser,
- le nombre de jours ou le nombre d'heures d'intervention par qualification, le taux horaire (conformément aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
- le coût des pièces
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dont le modèle figure en annexe 4, adressée au Titulaire et faisant référence au devis présenté.

## **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **4.1 Obligations du Titulaire**

#### **4.1.1 Obligation de résultat**

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

#### **4.1.2 Obligation de conseil**

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

#### **4.2 Connaissance des lieux et de l'environnement**

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance des installations, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux prestations.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

#### **4.3 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

### **ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le Titulaire s'engage à privilégier des outils, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO<sub>2</sub>.

Le Titulaire doit respecter les dispositions prévues en la matière dans les Spécifications Techniques et celles complétées dans son offre. A ce titre le Titulaire s'engage à :

- réduire l'impact de son activité sur l'environnement et à limiter les nuisances générées découlant de l'exécution des prestations ;
- limiter les risques de pollution de proximité en substituant, autant que faire se peut, des produits dangereux et/ou nocifs pour l'environnement par d'autres produits équivalents moins nocifs ;
- limiter la quantité de déchets produits et mettre en place des opérations de tri, conditionnement et évacuation conformes aux dispositions des Spécifications Techniques ;
- proposer des solutions techniques optimisées vis-à-vis de l'environnement.

### **ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE**

Le titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

## **ARTICLE 7 - PHASES DE REVERSIBILITE (OPTIONS N°2 ET N°3)**

### **7.1 Réversibilité entrante (option n° 2)**

#### **7.1.1 *Durée de la réversibilité entrante***

Pendant une durée d'un mois avant le début du marché, le Titulaire effectuera une prestation de réversibilité entrante consistant à prendre connaissance des prestations à exécuter, conformément aux dispositions des Spécifications Techniques.

#### **7.1.2 *Obligations et responsabilités pendant la période de réversibilité entrante***

La période de réversibilité entrante permet au Titulaire d'acquérir les « connaissances » transférées par le CEA et le prestataire sortant.

Pendant la période de réversibilité entrante, le Titulaire a une obligation de moyens. Il s'engage à suivre le programme de transition et de formation validé par le CEA et le prestataire sortant. La responsabilité des prestations incombe au prestataire sortant qui a une obligation de résultat.

Compte tenu de la co-activité due à la présence simultanée de plusieurs entreprises, un plan de prévention spécifique sera établi par le CEA pour la durée de la réversibilité entrante.

### **7.2 Réversibilité sortante (option n°3)**

#### **7.2.1 *Durée de la réversibilité sortante***

Pendant une période d'un (1) mois avant la fin du marché, le Titulaire pourra être amené à effectuer une prestation de réversibilité consistant à transférer les connaissances qu'il aura acquises à un éventuel nouveau prestataire entrant.

#### **7.2.2 *Obligations et responsabilités pendant la période de réversibilité sortante***

Dans le cadre du marché, on entend par « réversibilité », l'obligation pour le Titulaire (prestataire sortant) de fournir au CEA, ou à tout tiers de son choix, une assistance technique pour permettre au prestataire entrant ou au CEA de prendre connaissance de l'ensemble des conditions de réalisation des prestations dues au titre du marché, de l'ensemble de la documentation associée et de s'initier aux méthodes et aux outils utilisés.

Pendant cette période les prestations mises à la charge du Titulaire (prestataire sortant) au titre du marché seront effectuées, dans le respect des Spécifications Techniques et des objectifs et résultats qui y figurent, exclusivement sous la responsabilité du Titulaire sortant.

Préalablement au démarrage de l'option de réversibilité, au moins 10 jours avant, le Titulaire (prestataire sortant) soumettra à l'approbation du CEA un programme de transition et de formation exposant les missions précises et les modalités de transfert de compétences et de connaissances des prestations ainsi que l'organisation associée à cette phase de réversibilité. Le Titulaire sortant s'engage à participer à toutes les réunions organisées par le CEA à cet effet et dont la date et la durée auront été fixées à l'avance.

Par ailleurs, la présence simultanée de plusieurs entreprises constituant une co-activité, un plan de prévention spécifique à la période de réversibilité sera établi par le CEA dès le début de cette

période. Le Titulaire sortant ne saurait être tenu responsable des manquements dus à l'intervention d'un tiers du fait cette co-activité.

A l'issue de la période de réversibilité sortante :

- les documents suivants devront avoir été remis au CEA par le Titulaire sortant (sous un format modifiable et non .pdf) :
  - l'ensemble de la documentation technique des matériels installés ou modifiés par le Titulaire sortant relatifs aux installations et qui sont en sa possession,
  - toute la documentation mise à la disposition du Titulaire par le CEA,
  - les modes opératoires relatifs à toutes les opérations de contrôles et essais périodiques et de maintenance préventive réalisées par le Titulaire sortant, y compris ceux qu'il sous-traite, ainsi que ceux établis spécifiquement pour des opérations de maintenance corrective ou de travaux de modification, finalisés ou commencés et non achevés avant la fin de cette période,
  - les listes d'outillages et de pièces de rechanges nécessaires à la réalisation des prestations de maintenance et de contrôle et essais,
- tout matériel, outillage, instrumentation, consommables, pièces de rechange, etc., encore prêté au Titulaire sortant par le CEA aura été restitué. La restitution étant formalisée par des états contradictoires,
- tous les fichiers informatiques de la documentation élaborée par le Titulaire sortant et les fichiers informatiques des outils de gestion des activités constituant des livrables au titre des prestations auront été remis au CEA dans leurs dernières versions applicables ou de mise à jour, de même que les versions en projet.

## **ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **8.1 Moyens mis en œuvre par le Titulaire**

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

### **8.2 Moyens mis à disposition par le CEA**

Les conditions de mise à disposition par le CEA de moyens sont définies à l'article 19 des CGA.

#### **8.2.1 Locaux**

Le CEA confie au Titulaire à titre gracieux le ou les locaux déterminés lors de la réunion d'enclenchement. Le Titulaire s'engage à quitter les lieux à compter de la date de fin du présent marché.

#### **8.2.2 Matériels**

Le transfert des Matériels (ordinateurs fixes et serveurs) mis à disposition du Titulaire par le CEA fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties qui vaut acceptation, par le Titulaire, des Matériels aux spécifications requises pour la réalisation de la prestation du présent marché.



Le Titulaire est responsable du transport et de la garde et de l'emploi des Matériels qui lui sont confiées.

### **8.3 Enlèvement des déchets**

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

### **8.4 Horaires**

**8.4.1** Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h sur le site d'Evry, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

**8.4.2** Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8 h 30 à 17 h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation.

### **8.5 Personnel du Titulaire**

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

## **ARTICLE 9 - QUALITE**

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001, et ISO 14001 (dernières versions en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

## **ARTICLE 10 - REMISE DE LIVRABLES**

### **10.1 Livrables à remettre**

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques.

### **10.2 Validation et support des livrables**

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

### **10.3 Format des documents**

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, seront remis en un exemplaire sous format numérique.

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme d'un exemplaire sous format numérique.

### **10.4 Documents CEA**

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

## **ARTICLE 11 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE**

### **11.1 Délais d'exécution**

#### **11.1.1 Prestations forfaitaires**

Le Titulaire s'engage à respecter les délais de remise des livrables et d'exécution des prestations mentionnés dans les Spécifications Techniques.

#### **11.1.2 Prestations sur bordereaux de prix**

Le Titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans l'OS.

#### **11.1.3 Prestations sur devis préalables**

Le Titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans la FDM DP.

## 11.2 Durée

### 11.2.1 Tranche ferme

La tranche ferme du présent marché est fixée pour une période d'un (1) an soit du 01/11/2025 au 31/10/2026 inclus.

### 11.2.2 Option 1 de prolongation

Option n° 1 : prolongation de la durée du marché pour une durée d'un an à l'issue de la tranche ferme, soit pour la période du 01/11/2026 au 31/10/2027.

L'option 1 pourra être levée par le CEA, par courrier simple, au plus tard deux mois avant la date de début de l'option concernée.

### 11.2.3 Réversibilité entrante (option 2)

En cas de levée de l'option 2, cette période est fixée pour une durée d'un mois soit du 1<sup>er</sup> au 31 octobre 2025.

L'option 2 pourra être levée par le CEA à la signature du marché ; elle sera réputée intégrée à la tranche ferme.

### 11.2.4 Réversibilité sortante (option 3)

La levée de l'option 3 relative à la réversibilité sortante ne conduit pas à une prolongation de la durée du marché. Celle-ci s'exécute pendant une période d'un (1) mois avant la fin du marché.

La décision prise par le CEA de lever l'option 3 sera adressée au Titulaire par courrier, au plus tard un mois avant la date de début de la période de réversibilité sortante.

## **ARTICLE 12 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :	Sébastien CABESSUT	01 60 87 11 54	Sebastien.cabessut@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx
Responsable Sécurité	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

## **ARTICLE 13 - REUNIONS**

### **13.1 Dispositions générales**

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

### **13.2 Réunion de démarrage**

Une réunion de démarrage sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay, au plus tard deux semaines après la signature du marché.

### **13.3 Réunions de pilotage**

Conformément aux dispositions des Spécifications Techniques, les réunions de pilotage de la prestation se tiendront à une fréquence trimestrielle, en présence d'un responsable hiérarchique du Titulaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des prestations,
- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi du dossier Qualité.

### **13.4 Réunions spécifiques**

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

### **13.5 Compte-rendu**

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

## **ARTICLE 14 - RECEPTIONS**

### **14.1 Réception des prestations forfaitaires**

#### **14.1.1 Réception des prestations des postes 1, 2 et 3 :**

Les prestations des postes 1, 2 et 3 feront l'objet d'une réception prononcée mensuellement, après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation et de l'ensemble des livrables durant la période considérée.

#### 14.1.2 Réception des prestations des postes 4 et 5 :

Les prestations de chacun des postes 4 et 5 feront l'objet d'une réception prononcée annuellement après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation et de l'ensemble des livrables durant la période considérée.

#### 14.2 Réception des prestations de réversibilité entrante (option 2), et réversibilité sortante (option 3)

Ces prestations feront l'objet d'une réception prononcée après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation et de l'ensemble des livrables associés.

#### 14.3 Réception des prestations sur bordereaux de prix

La réception des prestations sur bordereaux de prix sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés.

#### 14.4 Réception sur prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables et des livrables associés.

#### 14.5 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une refaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

### **ARTICLE 15 - GARANTIE**

#### 15.1 Garantie sur les prestations de maintenance

La garantie portera sur l'ensemble des prestations, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera suivant les conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Le Titulaire s'engage, pendant un délai d'un an à compter de la réception, à corriger toute erreur de son fait à ses frais, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA.

#### 15.2 Garantie de l'Équipement et des pièces

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) portant sur l'équipement et sur les pièces ayant fait l'objet d'un approvisionnement, sera de douze mois à compter de la date de réception de la prestation concernée et s'exercera suivant les conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Le Titulaire est tenu de remplacer à ses frais toutes les pièces défectueuses ou présentant un vice de montage pendant la période de cette garantie de bon fonctionnement.

Il est demandé de préciser la durée de garantie du matériel prévue par le Titulaire

## ARTICLE 16 - MONTANT

### 16.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires

### 16.2 Prestations forfaitaires

Le montant total des prestations forfaitaires, objet du présent marché, est fixé à la somme forfaitaire de XXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES), en cas de levée de l'ensemble des options.

Ce montant se décompose comme suit :

- au titre de la durée ferme du marché : € HT,
  - o pour le poste 1 un montant annuel de € HT,
  - o pour le poste 2 un montant annuel de € HT,
  - o pour le poste 3 un montant annuel de € HT,
  - o pour le poste 4 un montant annuel de .... € HT,
  - o pour le poste 5 un montant annuel de € HT,
- au titre de la 2<sup>ème</sup> année d'exécution (option 1) : ..... € HT,
- au titre de l'option 2 (réversibilité entrante) : ..... € HT,
- au titre de l'option 3 (réversibilité sortante) : ..... € HT.

### 16.3 Prestations hors forfait

#### 16.3.1 Prestations sur bordereau de prix

Les prestations sur bordereaux de prix sont plafonnées à la somme de **XXXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant est estimatif et ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (OS) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des tableaux figurant en annexe 2.

En cas d'ajout de nouveaux BPU, selon les dispositions de l'article 3 du marché, le montant de ces BPU complémentaires est défini dans le courrier signé contradictoirement par les Parties.

### 16.4 Prestations sur devis préalable

Le montant des prestations sur devis préalable est plafonné à la somme de ..... € HT ( ..... HORS TAXES).

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA (FDMDP) et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

- Pour la maintenance corrective des portes, barrières et portails automatiques et la fourniture des pièces :

Les devis sont établis sur la base du taux horaire moyen suivant : .....€ HT L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la demande de la prestation concernée forfaitaire et ferme.

Cette prestation sera rémunérée par l'application du pourcentage de peines et soins sur les tarifs des fournisseurs du Titulaire, toutes remises et ristournes déduites :

- Coût unitaire d'achat inférieur ou égal à 500 € HT : XX %
- Coût unitaire d'achat strictement supérieur à 500 € HT : XX %

- Pour la fourniture de pièces de rechange non comprises dans le stock, pour le logiciel COSMOS et ses équipements :

Cette prestation sera rémunérée par l'application du pourcentage de peines et soins sur les tarifs des fournisseurs du Titulaire, toutes remises et ristournes déduites :

- Coût unitaire d'achat inférieur ou égal à 500 € HT : XX %
- Coût unitaire d'achat strictement supérieur à 500 € HT : XX %

Le CEA se réserve le droit de se procurer les pièces de rechange auprès du/des fournisseur(s) de son choix.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra approvisionner ces pièces de rechanges sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses.

- 16.5** Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'établissement et de relecture, des documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

#### **16.6 Caractère des prix**

Les montants visés ci-dessus ont un caractère non révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre).

### **ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION**

#### **17.1 Echancier de facturation des prestations forfaitaires**

##### *17.1.1 Tranche ferme et option de prolongation (option 1)*

Le montant des prestations forfaitaires du présent marché sera facturé sur la base suivante :

- *échancier de facturation des postes 1, 2 et 3*
  - 1/12 du forfait annuel de chacun des postes 1, 2 et 3 et les taxes correspondantes, après l'acceptation par le CEA des prestations de chacun de ces 3 postes constatée par PV signé par les parties,
- *échancier de facturation du poste 4:*
  - 50% du forfait annuel de chacun des poste 4 et les taxes correspondantes, après l'acceptation par le CEA du rapport de maintenance préventive du poste concerné constatée par PV signé par les parties,
  - 50% du forfait annuel de chacun du poste 4 à l'issue de chaque période annuelle de maintenance et les taxes correspondantes après réalisation satisfaisante des maintenances correctives et acceptation par le CEA d'un état récapitulatif des maintenance correctives réalisées pour chaque poste et réceptionnées par le CEA
- *échancier de facturation du poste 5*
  - 100% du forfait annuel de chacun du poste 5 et les taxes correspondantes, après l'acceptation par le CEA du rapport de maintenance préventive du poste concerné constatée par PV signé par les parties,

#### 17.1.2 Option 2 - réversibilité entrante

La réversibilité entrante sera facturée, toutes taxes incluses, après réception sans réserve par le CEA des prestations et des livrables correspondants, selon les dispositions prévues à l'article « Montant ».

#### 17.1.3 Option 3 - réversibilité sortante

La réversibilité sortante sera facturée, toutes taxes incluses, après réception sans réserve par le CEA des prestations et des livrables correspondants, selon les dispositions prévues à l'article « Montant ».

### 17.2 Facturation des prestations hors forfait

#### 17.2.1 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereau de prix seront facturées mensuellement à terme échu et toutes taxes incluses, à la réception des prestations réalisées.

#### 17.2.2 Prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque FDMDP.

### 17.3 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire ou le co-traitant au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,





- le code service : FAR-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

**A rajouter en cas de GME**

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

*(à compléter par le soumissionnaire)*

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

#### **17.4 Régime fiscal**

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

### **ARTICLE 18 - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

### **ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

### **ARTICLE 20 - PENALITES**

## 20.1 Modalités d'application et plafond

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (prestations forfaitaires , options affermies et prestations hors forfait engagées).

## 20.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définis dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité en euros hors taxes
Retard dans la remise d'un livrable	200 € HT par jour calendaire de retard
Ecartés liés à l'environnement	500€ HT par écart
Ecartés liés à la qualité	500 € HT par écart
Ecartés liés à la sécurité	1 000 € HT par écart
Retard dans la remise d'un devis	100 € HT par jour calendaire de retard
Non respect des délais d'exécution stipulés dans le devis	200 € HT par jour calendaire de retard
Non respect des délais d'intervention fixés dans les Spécifications Techniques	200 € par heure de retard

## 20.3 Pénalités pour non-respect de la procédure en matière d'évacuation de déchets conventionnels

En cas de non-respect des dispositions prévues dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06, visée à l'article 2 du marché, le Titulaire sera redevable des pénalités mentionnées dans cette consigne.



Fait à Saclay,  
en deux exemplaires originaux,  
Pour le CEA, le  
Signature :

Pour le Titulaire, le  
Signature :



## **ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE**

### **1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel**

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,
  - Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

### **2. Habilitation - Certification**

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

### **3. Accès au Centre**

#### **3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)***

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

#### **3.2 *Liste des employés du Titulaire***

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

#### *Délivrance du badge d'accès*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

##### *Pour le personnel de l'Union Européenne :*

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

##### *Pour le personnel hors Union Européenne :*

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

### **3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire***

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

## **4. *Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire***

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

## **5. Inspection commune préalable (ICP)**

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

## **6. Suivi médical**

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,
- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le Service de Prévention et de Santé au Travail du CEA (SPST). Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

**ANNEXE 2 – PRESTATIONS SUR BORDEREAUX DE PRIX L'APPROVISIONNEMENT DU STOCK DE PIECES DETACHEES**

Désignation / Référence	Prix unitaire en € HT
Lecteur du numéro dans un seul bloc sécurisé (étroit) du badge (portée <4cm), ref : SYL123-S-ARCONÉ	
Lecteur du numéro dans un seul bloc sécurisé du badge (portée <4cm), ref : SYL123-S-ARCDÉS	
Lecteur du numéro dans un seul bloc sécurisé avec clavier et afficheur (portée <2cm), ref : SYL143-S-DES	
UTL pour 1 à 4 têtes – connexion RS422 ou TCP-IP Alim. 220V, Ref : ORION-BAT-IPXP	
Kit batterie 12 Ah pour UTL SYL148 – ref : SY-BAT-148	
Livré en boîtier - Alim 12 V à fournir - A raccorder, par 8, sur le bus secondaire d'une UTL (1 200 m) - Réf, SYAL888-C	
Alim. 220 V + batterie 12 V / 10 Ah (3A dispo) - Livré en coffret - A raccorder, par 8, sur le bus secondaire d'une UTL (1 200 m) - Réf. SYAL888-BAT	
Concentrateur IP - 8 voies RS422 - Port USB et série RS232C - Livré avec cordon RJ45 + transfo 12 / 220 V , Réf. SY128-IP	
Radars bitechnologie Infra-rouge et hyperfréquence	
Détecteur de Bris de Vitre	
Ventouse 300 kg+ Kit équerre de montage avec signalisation	
Buzzer	
Détecteur d'Ouverture (saillie)	
Bolier Bris de Glace Vert avec capot	
Lot de 10 drivers RS422 / RS485 75176 - 8 broches (2 par lecteurs) - Réf. 01LTC485 ou 01MAX485CPA	
Contact choc	
Détecteur Sismique	
Bouton poussoir de Sortie à encastrer sur pot diam 60 avec porte-étiquette	



**ANNEXE 3 MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX  
OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)**

ORDRE DE SERVICE N° ...					
Marché n°4000		Titulaire : .....			
N° UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)	Délais T0* +
<b>Montant total : ..... € HT</b>					
Commentaires : ..... T0* étant la date de signature de l'OS ..... ..... .....					
		<b>CEA</b>			
NOM					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire. Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

**ANNEXE 4 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)**

<b>FDMDP N° ...</b>		
<b>Marché n°4000</b> .....	<b>Titulaire :</b> .....	
<b>Référence de la spécification technique du CEA :</b> .....	<b>Référence du devis du Titulaire :</b> .....	
Montant : ..... € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant : ..... ..... .....		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) : ..... .....		
	<b>CEA</b>	<b>TITULAIRE</b>
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.